

G20 de Bali : déconfite par la déroute russe, la Chine cherche l'apaisement avec les États-Unis

mardi 22 novembre 2022, par [DONNET Pierre-Antoine](#) (Date de rédaction antérieure : 21 novembre 2022).

« Tirant les leçons de la déroute de l'armée russe en Ukraine, le président chinois Xi Jinping a joué l'apaisement avec l'Occident au sommet du G20 qui s'est achevé ce mercredi 16 novembre à Bali. Non sans un certain succès, mais sans lâcher grand-chose sur le fond. »

Sommaire

- [« ATTEINTE À LA SOUVERAINETÉ](#)
- [« CHANGEMENT DE POLITIQUE »](#)
- [« PAS L'INTENTION DE PRENDRE](#)
- [FAUSSE NOTE SINO-CANADIENNE](#)

Tirant les leçons de la déroute de l'armée russe en Ukraine, le président chinois Xi Jinping a joué l'apaisement avec l'Occident au sommet du G20 qui s'est achevé ce mercredi 16 novembre à Bali. Non sans un certain succès puisque ses interlocuteurs américain, australien et français ont fait de même dans une ambiance détendue qui tranche avec le ton virulent qu'avait adopté la Chine ces derniers mois.

Ce sommet en Indonésie aura frappé les esprits des observateurs de la Chine. Il a été l'illustration parfaite de la faculté de rebondir du régime chinois lorsqu'il se trouve en difficultés : des sourires, des formules bienveillantes, un ton doux, une volonté proclamée de réconciliation et quelques rares concessions. C'est exactement ce qu'a fait avec brio le maître de la Chine communiste, sans lâcher grand-chose sur le fond.

Craignant l'isolement sur la scène internationale, englué dans un ralentissement marqué de son économie et, surtout, conscient des dangers que représente pour la Chine les échecs qui se succèdent dans l'aventure militaire de Vladimir Poutine en Ukraine, Xi Jinping n'avait en réalité guère le choix. Il lui fallait absolument limiter les dégâts pour son pays qui rencontre depuis des mois une défiance croissante de l'Occident de même que nombre de ses voisins.

La rencontre la plus attendue était évidemment celle entre Xi et son homologue américain Joe Biden. La première en face-à-face depuis l'arrivée du Démocrate à la Maison Blanche en janvier 2021. L'entrevue duré plus de trois heures et s'est conclue par l'annonce par les deux hommes de leur intention de poursuivre le dialogue entre les deux premières économies mondiales et leur volonté d'apaisement.

S'il n'y a eu aucune avancée concrète sur les principaux dossiers qui empoisonnent les relations entre la Chine et les États-Unis, la seule volonté commune affichée de trouver un terrain d'entente pour se parler sans drame est sans doute le principal acquis de cette rencontre qui a commencé par

une poignée de mains franche, les deux présidents affichant un large sourire devant les caméras.

Rien n'avait été laissé au hasard pour ce sommet. Des dizaines de négociateurs américains et chinois s'étaient rencontrés des jours durant, y compris encore la veille de la rencontre, afin de déblayer le terrain et convenir ensemble d'un cadre de discussions afin de donner toutes les garanties pour que les deux hommes parviennent à au moins briser la glace.

Pari tenu. Le dialogue se poursuivra au début de l'année prochaine avec une visite en Chine du secrétaire d'État américain Antony Blinken dont ce sera le premier déplacement à Pékin depuis l'investiture de Joe Biden. Mais si l'atmosphère est désormais un peu plus sereine, rien n'est résolu sur le fond, tout particulièrement sur le dossier ultra-sensible de Taïwan. Le régime chinois affirme que l'île fait partie de la Chine et qu'elle doit nécessairement être « réunifiée » au continent, par la force si nécessaire.

Après plus de 1 000 jours reclus à Pékin en raison, selon la version officielle, de la pandémie de Covid-19, sorti plus puissant que jamais à la tête de son pays à l'issue du XX^e congrès du Parti communiste chinois, Xi Jinping peut donc s'estimer plutôt gagnant de sa prestation à Bali. Car il en a aussi profité pour renouer avec l'Australie contre laquelle la Chine avait déclenché une avalanche de sanctions après que le Premier ministre de l'époque Scott Morrison avait eu l'audace de réclamer une enquête internationale sur l'origine du virus début 2020. Avec son successeur Anthony Albanese, Xi Jinping a joué la séduction. « La Chine attache de l'importance au fait que l'Australie manifeste depuis peu sa volonté d'améliorer et de développer les relations bilatérales, a affirmé le président chinois. Les deux parties disposent d'un potentiel gigantesque sur les plans économique et commercial. »

Même scénario avec le nouveau président sud-coréen Yoon Suk-yeol avec en toile de fond des dizaines de tirs de missiles par la Corée du Nord et la menace d'un nouvel essai nucléaire qui semble imminent, une escalade qui a suscité l'inquiétude dans toute la région. Tandis que Xi Jinping a exprimé l'intérêt de la Chine pour « l'audacieux plan » sud-coréen d'aide économique à son voisin du Nord, le président Yoon a demandé au président chinois de jouer un rôle plus actif et plus constructif pour amener le dirigeant nord-coréen Kim Jong-un à la raison. Les deux hommes sont tombés d'accord pour la mise en place de contacts réguliers de haut niveau.

« ATTEINTE À LA SOUVERAINETÉ DU JAPON »

Jeudi 17 novembre, Xi Jinping s'est déplacé à Bangkok pour assister au sommet de l'APEC, le Forum de coopération économique de l'Asie-Pacifique. Il y a rencontré le Premier ministre japonais Fumio Kishida, le premier sommet entre les deux pays depuis trois ans. Et là aussi, la diplomatie du sourire a payé : les deux dirigeants des deux plus grandes économies asiatiques ont affiché leur volonté commune de construire ensemble une relation stable. Le Japon et la Chine ont pour responsabilité partagée de garantir « la sécurité et la paix dans la région ainsi que pour la communauté internationale au sens large », a souligné Fumio Kishida.

Le président chinois lui a fait écho en assurant que les liens sino-japonais n'ont pas changé et ne changeront pas. Il a toutefois précisé à son interlocuteur nippon que Pékin ne tolérerait aucune ingérence de Tokyo à propos de Taïwan qui, a-t-il rappelé, représente une affaire intérieure à la Chine. Mais dimanche 13 novembre, à l'approche de cette rencontre qui avait été demandée par le Japon, Fumio Kishida avait rappelé que les activités militaires chinoises qui s'intensifient « portent atteinte à la souveraineté du Japon », traduisant là les profondes inquiétudes que suscitent dans l'archipel nippon le réarmement de la Chine et ses multiples opérations militaires dans la zone.

« Il y a un changement de ton, estime Richard McGregor, ancien correspondant en Chine et chercheur à l'East Asia Lowy Institute, cité par la revue japonaise Asia Nikkei. L'approche [chinoise] passée n'avait pas réussi. Même les Chinois, aussi compétents qu'ils soient, devraient être admettre que parvenir à dresser contre eux la majorité du monde industrialisé, en Europe, en Asie et aux États-Unis, à la fois sur les plans politique et en termes d'opinion publique, n'est pas une approche gagnante. Même la Chine a besoin d'avoir des amis. »

« CHANGEMENT DE POLITIQUE »

De l'avis de Masafumi Ishii, professeur à l'université japonaise Gakushuin, il existe bel et bien un changement de politique de la Chine à l'égard des États-Unis. En effet, les contentieux s'étaient dangereusement multipliés entre Pékin et Washington, notamment dans le domaine clé des hautes technologies et surtout des semi-conducteurs dont la Chine a grand besoin pour nourrir sa croissance économique. « La Chine n'avait pas répondu tout de suite aux nouvelles restrictions américaines sur les semi-conducteurs les plus avancés », explique Masafumi Ishii, cité par le même média. Un contraste singulier avec la pratique du gouvernement chinois qui était de répondre systématiquement après tout acte jugé hostile par des contremesures et des représailles.

Pour David Ignatius, l'un des journalistes américains les mieux informés sur la Chine et respecté pour ses analyses sur les grands sujets diplomatiques, « le message de Xi à Biden a été de dire que le Parti communiste a traversé bien des défis et qu'il continuera ainsi s'il est de nouveau mis à l'épreuve ». Le dirigeant chinois a ainsi expliqué à son interlocuteur américain comment l'Union soviétique avait tenté de couper la Chine de tout accès aux hautes technologies dans les années 1960 mais qu'en dépit de ces efforts, la Chine avait réussi à faire exploser une bombe H en 1967. « La morale de cette histoire, est que les États-Unis pourraient bien essayer de faire pareil maintenant mais que la Chine fera son chemin de toute façon », a ainsi affirmé Xi Jinping au président américain.

Le président chinois a encore affirmé, comme il l'a fait souvent sans pour autant convaincre, que la Chine n'entendait pas « prendre la place des États-Unis pour devenir le dirigeant du monde. Mais Biden lui a répondu que l'Amérique possède des preuves solides sur les ambitions de la Chine dans le domaine militaire », écrit David Ignatius dans les colonnes du Washington Post de mardi 15 novembre.

Plus important, « à propos de Taïwan, la thèse soutenue par Xi était de dire que si la crise n'est pas gérée avec soin [par les États-Unis], elle mènera à un conflit ». Joe Biden lui a répondu que « les États-Unis sont opposés à tout changement unilatéral sur le statut quo par une des deux parties » et « souhaitent le maintien de la paix et de la stabilité dans le détroit de Taïwan ». Joe Biden s'est bien gardé de répéter ce qu'il a dit à quatre reprises : en cas d'invasion chinoise de Taïwan, l'armée américaine défendra l'île démocratique. À Bali, les responsables de l'administration Biden ont au contraire dit et répété que l'objectif des États-Unis était de trouver ensemble avec la Chine les « garde-fous » et les « règles du chemin » pour poursuivre l'amorce d'un dialogue entre les deux superpuissances.

« PAS L'INTENTION DE PRENDRE LA PLACE DES ÉTATS-UNIS »

« Le fait demeure que les relations sino-américaines sont comme deux voitures qui dévalent une rue étroite à toute vitesse. Au moins, les deux chauffeurs se parlent », explique encore le journaliste qui fonde son analyse sur un compte-rendu précis de ce sommet obtenu auprès de l'administration

américaine. Le locataire de la Maison Blanche a clairement expliqué au président chinois que les États-Unis ne cherchaient pas une guerre froide avec la Chine, ni non plus à coaliser ses alliés contre la Chine et ne soutenaient pas « l'indépendance de Taïwan », le principe de « deux Chines » ni encore « une Chine et un Taïwan ».

Washington « n'a pas l'intention d'entrer en conflit avec la Chine », souligne de son côté l'expert chinois Da Wei, vice-président du Center for International Security and Strategy (CISS) de l'Université Tsinghua de Pékin. Pour sa part, Xi Jinping a affirmé que « la Chine ne cherche pas à changer l'ordre international existant ou à s'ingérer dans les affaires des États-Unis et n'a pas l'intention de se mesurer aux États-Unis ou à prendre leur place », précise encore Da Wei, un expert reconnu des affaires sino-américaines sur la base de ses propres informations sur le déroulé de ce sommet.

Mais à propos de Taïwan, force est de constater que les autorités chinoises ne parlent plus dans leur narratif de ce fameux statu quo dans le détroit de Taïwan. Une formule qui engageait Pékin et Taipei à s'abstenir de toute opération militaire au-delà de la ligne médiane qui sépare le continent des côtes taïwanaises. Et cette évolution dans le langage officiel chinois illustre bien un changement profond dans leur approche de la question de Taïwan démontrée ces derniers mois par une recrudescence des manœuvres militaires à proximité de l'île depuis la visite en juin dernier à Taipei de Nancy Pelosi, la présidente de la chambre américaine des Représentants.

« Tout comme Mao, Xi émerge [du XX^e congrès] triomphant après sa propre décennie de consolidation de son pouvoir, souvent par le biais d'un conflit interne. Et maintenant, il se prépare pour une lutte de longue haleine de la Chine contre le vieil ennemi : les séparatistes à Taïwan », estime Kevin Rudd, ancien Premier ministre australien et lui-même spécialiste éclairé de la Chine, dans Foreign Affairs.

Autre conséquence pour la Chine de cette géopolitique qui s'affole avec la guerre en Ukraine, la direction chinoise a pleinement réalisé qu'il ne lui était plus possible de maintenir des liens sulfureux avec Vladimir Poutine dont l'aventurisme militaire a clairement échoué. Ainsi, sans que ses propos n'aient jamais été reproduits dans la presse officielle chinoise, Xi Jinping a dit et répété que les menaces et le chantage nucléaire brandies par le maître du Kremlin n'étaient pas acceptables.

Donc si Pékin et Washington se parlent de nouveau et si le président chinois adopte un ton nouveau avec ses interlocuteurs occidentaux, il serait erroné de croire que les objectifs planétaires et les ambitions de puissance de Xi Jinping ont radicalement changé. Loin de là même. Car seule la tactique a changé pour tenir compte de l'immense redistribution des cartes dans le jeu géopolitique planétaire suscité par la guerre que Vladimir Poutine livre à l'Ukraine depuis le 24 février. « L'idée selon laquelle nous entrons dans une ère nouvelle de stabilité [avec la Chine] est trompeuse », estime encore McGregor. Plutôt, « il existe un effort pour trouver une sorte d'équilibre diplomatique ».

FAUSSE NOTE SINO-CANADIENNE

En face, les États-Unis en sont parfaitement conscients. Aussi, la diplomatie américaine, tout en faisant les yeux doux à la Chine, redouble d'efforts pour ancrer davantage l'influence de l'Amérique en Asie. Et Bali a été l'occasion rêvée pour Joe Biden pour poursuivre cette mission, notamment en direction de l'Indonésie, pays hôte du G20 dont la situation géographique en Asie revêt une importance stratégique pour les États-Unis. La Maison Blanche a ainsi publié pendant le G20 quantité de documents intitulés « Renforcer le partenariat stratégique entre les États-Unis et l'Indonésie » dans lesquels Washington déclare vouloir accroître son aide militaire à ce pays sous la

forme de livraisons de drones, de projets d'entraînement des pilotes de l'armée de l'air indonésienne ainsi que des personnels de sa marine.

Avec, derrière la tête, la volonté de renforcer la présence militaire américaine dans les eaux proches de Taïwan. « L'Indonésie contrôle les passages maritimes alternatifs qui se révéleraient cruciaux si le détroit de Malacca était bloqué en cas de situation d'urgence à Taïwan, a ainsi souligné Masafumi Ishii, l'ancien ambassadeur du Japon à Jakarta. Si les efforts pour gérer la concurrence entre les Etats-Unis et la Chine par le dialogue constituent un développement bienvenu, il est aussi important [pour les États-Unis] que la partie chinoise sente le risque d'un échec en renforcer la dissuasion. »

Dans un communiqué adopté à la fin du G20, il est dit que « la plupart des membres ont fermement condamné la guerre en Ukraine et ont souligné qu'elle cause d'immenses souffrances humaines et exacerbe les fragilités existantes de l'économie mondiale - freinant la croissance, augmentant l'inflation, perturbant les chaînes d'approvisionnement, augmentant l'insécurité énergétique et alimentaire et augmentant les risques pour la stabilité financière ». Il n'était pas clair mercredi 16 novembre si la Chine faisait ou non partie des pays signataires de ce texte. Pékin n'a jamais explicitement condamné l'agression russe contre l'Ukraine.

Le sommet s'est cependant terminé sur une fausse note avec un entretien entre Xi Jinping et le Premier ministre canadien Justin Trudeau mercredi en fin de journée. Peu après la fin de cette entrevue qui semble avoir été orageux, Xi Jinping a publiquement et vertement critiqué le chef du gouvernement canadien en l'accusant d'avoir laissé fuiter le contenu de leurs échanges dans la presse.

Une vidéo de cet incident montre un président chinois visiblement énervé, offrant un sourire crispé lorsqu'il s'adresse à Justin Trudeau : « Tout ce dont nous avons discuté a fuité dans la presse. Ce n'est pas approprié. Ce n'est pas la conversation que nous avons eue. La sincérité est nécessaire pour une discussions productive. Autrement, le résultat ne sera pas garanti. »

Justin Trudeau lui répond aussitôt : « Au Canada, nous croyons au dialogue libre, ouvert et franc », des termes peu diplomatiques. Xi Jinping le regarde alors avec un visage fermé et le responsable canadien ajoute : « Nous continuerons à tenter de travailler de façon constructive ensemble, mais il y aura des choses sur lesquelles nous ne serons pas d'accord. »

Un tel échange, qui a duré 40 secondes, est très rare devant les caméras car les apparitions publiques de Xi Jinping sont généralement soigneusement préparées par le protocole chinois afin de ne rien laisser au hasard. Cet échange inopiné montre le dirigeant chinois sous un angle plutôt défavorable car il donne des signes d'énervement et, donc aussi, une certaine faiblesse devant un événement imprévu alors que l'image de Xi dans son pays est celle d'un homme toujours calme, bienveillant et réfléchi.

Les relations entre la Chine et le Canada ont tourné à l'aigre ces dernières années du fait d'accusations canadiennes d'ingérences chinoises dans les élections présidentielles de 2019. En décembre 2018, l'incarcération de Michael Spavor et Michael Kovrig, deux citoyens canadiens, peu après l'arrestation à Vancouver de Meng Wanzhou, la fille du fondateur du géant chinois des télécommunications Huawei, avaient déjà sérieusement entaché les relations entre les deux pays.

Le Canada avait alors accusé la Chine d'user d'un chantage pour arracher la libération de Meng Wanzhou, suspectée par les États-Unis d'opérations à caractère frauduleux avec l'Iran et enfreinant l'embargo américain sur des produits sensibles sur ce pays. Récemment, Mélanie Joly, ministre des Affaires étrangères du Canada, avait comparé la Chine à « une puissance globale de plus en plus déstabilisatrice ».

Si un certain dégel a bien eut lieu à Bali entre les deux dirigeants chinois et américain, il n'y a pas de réelle dynamique de réchauffement entre les États-Unis et la Chine car ces deux pays restent ancrés et pour longtemps sur une rivalité trop profonde dans quasiment tous les domaines. Tout juste, forts de leurs succès politiques respectifs, Joe Biden et Xi Jinping, tous les deux pragmatiques, sont parvenus à un accord a minima peut-être durable pour éviter à leurs deux pays de sombrer plus avant dans une spirale dangereuse.

Pierre-Antoine Donnet

P.-S.

- Asialyst. Publié 17 Novembre 2022. Mis à jour 21 Novembre 2022 : <https://asialyst.com/fr/2022/11/17/g20-bali-deconfite-deroute-russe-ukraine-chine-cherche-apaisement-avec-etats-unis/>
- Ancien journaliste à l'AFP, Pierre-Antoine Donnet est l'auteur d'une quinzaine d'ouvrages consacrés à la Chine, au Japon, au Tibet, à l'Inde et aux grands défis asiatiques. En 2020, cet ancien correspondant à Pékin a publié « Le leadership mondial en question, L'affrontement entre la Chine et les États-Unis » aux Éditions de l'Aube. Il est aussi l'auteur de « Tibet mort ou vif », paru chez Gallimard en 1990 et réédité en 2019 dans une version mise à jour et augmentée. Son dernier ouvrage, « Chine, le grand prédateur », est paru en 2021 aux Éditions de l'Aube.

Soutenez-nous !

Asialyst est conçu par une équipe composée à 100 % de bénévoles et grâce à un réseau de contributeurs en Asie ou ailleurs, journalistes, experts, universitaires, consultants ou anciens diplomates... Notre seul but : partager la connaissance de l'Asie au plus large public.

[Faire un don](#)